



Vers une mobilisation de la jeunesse ?

Jeudi dernier plus de 2 000 lycéens ont manifesté à Paris contre la casse de l'Éducation nationale. Ce mouvement en est encore à ses débuts mais il peut être l'amorce d'une mobilisation de grande ampleur tant l'inquiétude est grande au sein de la jeunesse scolarisée. Les effets de la crise et la politique du gouvernement ne pourront être repoussés sans notre participation active : Nous n'aurons que ce que nous prendrons par la lutte. Voici un tract édité par des lycéens de Paris... Un exemple à suivre !

MOBILISATION DES LYCÉEN(NE)S DE BERLIOZ (PARIS) !

Cette année, ce sont encore 16 000 postes en moins dans l'éducation nationale, tandis que le nombre d'élèves est en augmentation.

Depuis 2007, plus de 60 000 postes ont été supprimés, pour répondre à l'objectif gouvernemental affiché, « la maîtrise des coûts ». Mais pas seulement. Il ne faut pas oublier la dimension sociale de ces attaques : par petites touches, elles dessinent une école plus injuste, où l'éducation des classes populaires est sacrifiée à la reproduction des élites ! Une école plus dure à vivre également, pour les élèves comme pour les enseignants.

Et l'éducation n'est pas le seul secteur concerné, car toutes ces attaques s'inscrivent dans une politique d'austérité du gouvernement qui vise à faire payer intégralement la dette et la crise du capitalisme à la population !

Le mouvement lycéen est déjà parti depuis une semaine. Plusieurs lycées autour de



Berlioz se sont déjà mobilisés, à Montreuil, Jean Jaurès et Condorcet, à Porte de Vincennes, Maurice Ravel, à Nation, Dorian, et d'autres encore...

Le mardi 11 octobre, journée de convergences des luttes salariés/jeunesse, doit être la priorité du mouvement pour s'opposer tous ensemble aux plans de rigueur du gouvernement.

Les lycéens de Berlioz ont voté à main levée à l'Assemblée Générale du mercredi 5 octobre

la tenue de piquets de grève à partir de 6H30 et d'une AG à 7H30 pour débattre et discuter de l'organisation de la journée.

Prévoyez banderoles, pancartes, slogans, bombes de peinture, cartons, instruments de musique, et tout ce qui pourrait être utile à une manifestation lycéenne le matin avant de nous y rendre

TOUS ENSEMBLE, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À 14H !

Des lycéen(ne)s mobilisé(e)s de Berlioz

Refusons de payer leur crise !

Les gouvernants européens envisagent de recapitaliser les banques. Il s'agit pour l'Etat de mettre la main au portemonnaie pour « sauver » une nouvelle fois le système financier.

Rappelons qu'une première opération de renflouement des banques par l'Etat a eu lieu en 2008. La dette des Etats s'était alors envolée ! Comble du cynisme, les banquiers reprochent aux Etats leur endettement !

Certains politiciens de gauche ou associations comme ATTAC appellent à une nationalisation des banques. Mais ils ne proposent en fait que de nationaliser les banques en « difficulté », sans toucher aux banques les plus prospères. En bref, il faudrait que les

Etats remboursent aux financiers leurs pertes mais leur laissent les profits. Et ça, c'est aussi vieux que le système capitaliste !

Des banques nationalisées, cela existe et a existé. Par exemple, le Crédit Lyonnais a été détenu par l'État pendant plusieurs décennies. Cela n'a pas empêché cette banque d'avoir les mêmes pratiques que les autres, et même d'être à l'origine d'un des plus grands scandales financiers de l'histoire de France ! Car si l'État contrôle les banques, qui contrôle l'État ?

Les hommes politiques s'émeuvent du pouvoir des financiers. Il y aurait un « bon capitalisme entrepreneurial » qui investirait dans la production étouffé par un « mauvais

capitalisme » de rapaces financiers qui mettrait sous tutelle industries et Etats. Il suffirait donc pour les Etats de réguler la finance pour dépasser la crise.

En fait ce sont les mêmes qui exploitent les salariés dans les entreprises et qui spéculent en bourse. Les liens entre banques et entreprises industrielles sont nombreux. Des dirigeants d'entreprises industrielles siègent au Conseil d'Administration de banques (comme Renault pour la BNP), des banques ont des participations dans ces mêmes entreprises, sans parler des entreprises industrielles qui ont une filiale bancaire (encore Renault). Rien d'étonnant, puisque quelle

que soit l'activité de l'entreprise, ses profits proviennent de l'exploitation des travailleurs ! La seule solution à la crise est une mobilisation des peuples, massive et coordonnée, qui ne pourra pas se contenter de limer les griffes du fauve financier mais devra abattre le capitalisme. On ne peut que soutenir les indignés new-yorkais qui occupent Wall Street pour affirmer que ce n'est pas aux classes

populaires de payer la crise. En France, des mobilisations ont eu lieu contre la politique d'austérité du gouvernement : défilés de chômeurs, de retraités et de personnels hospitaliers, et aussi, grèves de profs, de cheminots et de salariés du privé dont les emplois sont menacés.

Et les lycéens entrent dans la danse avec comme mot d'ordre « Non à la casse de l'édu-

cation, non aux suppressions de postes ». Débrayages locaux, manifestations, assemblées générales... Autant de moyens que ce sont donnés des dizaines de lycées pour préparer la grève et la manifestation du mardi 11 octobre et ses suites. Faisons de ces luttes le point de départ d'un mouvement d'ensemble contre l'austérité.

Les femmes en Arabie saoudite : et s'il n'y avait que le droit de vote...

Révolution en Arabie saoudite : les femmes pourraient acquérir le droit de vote... en 2015. Cela dit, comme elles ont toujours l'interdiction de conduire (en plus de l'obligation de porter le voile), elles devraient encore dépendre du bon vouloir

des mâles motorisés pour se rendre dans l'isoloir.

Ce n'est pas dans l'hexagone qu'on verrait de telles inégalités. Ici les femmes ont juste 27 % de moins que les hommes, en moyenne,

sur la fiche de paye, sont trois fois plus nombreuses à devoir se contenter d'un travail à temps partiel non voulu, et doivent consacrer 2,5 fois plus de temps au travail domestique que les hommes.

Un système de malades

Prés de 29 % des Français auraient déjà renoncé à se soigner faute de moyens ces derniers mois, d'après un sondage CSA. Ils étaient 11 % il y a deux ans. Les effets

du krach financier de 2008, baisses des revenus, chômage, sans parler des réductions des remboursements, sont passés par là.

Refuser de payer pour leur crise, ça devient une question littéralement vitale !

Générosité sélective

Les 27 ministres de l'agriculture de l'Union européenne discutent actuellement de l'éventuelle suppression de 75 % du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), qui pourrait passer de 480 millions alloués actuellement à 100 millions. Les marchandages vont bon train entre ces mes-

sieurs d'autant que le but initial de cette aide alimentaire n'était pas de fournir des denrées aux restaurants du coeur ou autres organismes de secours, mais avant tout d'écouler des excédents agricoles qui se seraient parait-il réduits ces derniers temps.

Après la crise de 2008, les mêmes gouvernements européens n'avaient pourtant pas hésité à débloquer des sommes des dizaines de fois supérieures. Mais bien sûr il s'agissait d'alimenter les banquiers, pas les usagers des Restos du coeur.

Le capitalisme nuit gravement à la santé

S'attaquer aux salaires, aux retraites et à l'emploi ne suffit pas au gouvernement grec : il a décidé de monnayer officiellement le droit de nuire à la santé. Ainsi, fumer sera à nouveau autorisé dans certains éta-

blissements privés en contrepartie d'une taxe spéciale.

Après l'impôt sur les tabacs, la taxe sur le tabagisme passif ! Ce ne sont pas Sarkozy

ou Merkel qui y trouveront à redire, si ça aide le gouvernement grec à rembourser les banquiers.

Lecture

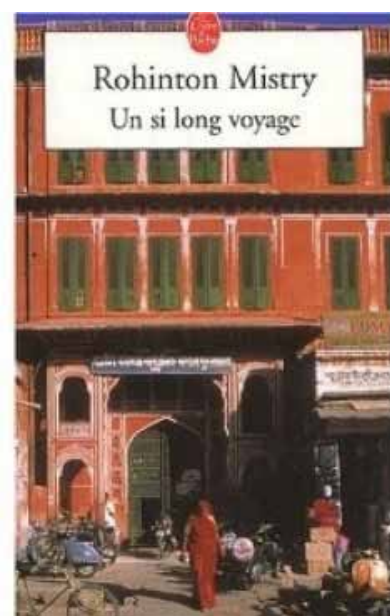
UN SI LONG VOYAGE

De Rohinton Mistry. Livre de Poche, 2008, 442 pages, 6,95 €.

Gustad Noble joue de malchance. Son fils aîné, pour qui il s'est tant sacrifié, refuse la brillante carrière qui s'offre à lui. Sa fille n'arrive pas à surmonter sa maladie d'estomac chronique. La municipalité corrompue et incapable s'apprête à lâcher les bulldozers dans son quartier. Et voilà que son meilleur ami, parti précipitamment un an auparavant sans laisser d'adresse, se rappelle à son bon souvenir... pour lui demander un service un peu « spécial ». Lui, l'employé de banque modèle, plonge alors dans une sombre affaire d'espionnage et de gros sous.

Rohinton Mistry centre son histoire sur la petite communauté parsie de Bombay,

diaspora chassée d'Iran il y a 1 300 ans par la conquête musulmane à laquelle il appartient. Mais, ce faisant, il brosse le tableau de l'Inde à la veille du conflit avec le Pakistan de 1971 : précarité de la vie, y compris pour les membres des « classes moyennes », braises de guerre de religion qui ne demandent qu'à se rallumer, népotisme et corruption du régime d'Indira Gandhi. Plus optimiste que dans son roman-fleuve L'équilibre du monde, qui traite de l'impossibilité d'échapper à sa caste, plus concis aussi, l'auteur met en scène à la fois la vie quotidienne dans sa ville natale – et bien des choses n'ont pas changé depuis, sinon en pire –, une histoire d'amitié contrariée, et la relation complexe entre un père qui veut trop bien faire et un fils rêvant de liberté.



Qui sommes-nous ?

Ce bulletin regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité, menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels, et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et les jeunes peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population, et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela, ils devront remplacer l'Etat de la bourgeoisie, pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce bulletin s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine, et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.